

La dernière mutation de la hausse du chômage en baisse

Le Canard Enchaîné, 4 juillet 2007

ENFIN une mesure décisive dans la guerre qu'il livre le gouvernement au chômage ! Le 31 mai, Fillon a adressé une directive à l'Insee et au ministère de l'Economie selon laquelle les statistiques mensuelles seront désormais diffusées à 19 heures et non à 8 h 45, comme c'était le cas depuis 1993. Cette immense réforme présente un double avantage. Et d'une, le gouvernement peut « faire l'événement » en présentant ces résultats comme un scoop aux journaux télé de 20 heures. Et de deux : les mécréants qui ne cessent de critiquer les chiffres officiels n'ont plus le temps de faire chauffer leur calculette pour réagir à chaud dans les journaux.

Toujours pas d'analyse critique sur les statistiques officielles dans la presse, vendredi 29 : le chômage est passé sous la barre des 2 millions, en mai dernier, pour la première fois depuis juin 1983. Et ce grâce à une diminution du nombre des chômeurs inscrits à PANPE de 24 100 unités. Un grand bravo pour ce premier bilan communiqué par la ministre de l'Economie, Christine Lagarde, qui a piqué à son collègue du Travail la gestion des chiffres du chômage.

Mais il y a un gros hic. Si l'on entre dans le détail des tableaux officiels, 394 700 demandeurs d'emploi se sont inscrits à l'ANPE en mai, alors que 383 100 en sont sortis. Soit un solde de 11 600 chômeurs. En plus, évidemment. Ce qui devrait aboutir à un « stock » de 2 022 900 demandeurs d'emploi à la fin du mois de mai.

Miracle à Bercy

Comment cette augmentation peut-elle se traduire par une diminution dans le tableau final communiqué par la ministre ? Mystère. Lagarde, il faut être juste, n'a pas vraiment inventé ce miracle de la statistique : depuis plusieurs années, les chiffres baissent presque chaque mois alors que les chômeurs qui s'inscrivent à l'ANPE sont plus nombreux que ceux qui la quittent.

Le collectif Autres chiffres du chômage (ACDC), composé d'experts clandestins de l'Insee, du ministère du Travail et du ministère de l'Economie, se gausse, pour sa part, des cris de victoire lancés sur ce nouveau taux de chômage « provisoire » de 8,1 % avancé par Lagarde : selon ce collectif, si l'Insee n'avait pas censuré sa dernière enquête basée sur les normes du Bureau international du travail, ce taux serait de 9 %, et il n'y aurait pas de quoi pavoiser.

L'Institut national a annoncé une nouvelle enquête pour octobre. Sans attendre, l'Elysée a gentiment fait courir le bruit que les jours de son directeur, Jean-Michel Charpin, pourraient être comptés. Rien de tel pour obtenir de bons résultats. Dans la lutte contre le chômage, évidemment.

A. G.